

Eddy Fougier : Les dix tendances sociétales du monde d'après qui vont avoir un impact sur l'économie

Mardi 30 juin 2020

Auteur : Eddy Fougier, Politologue, consultant, Chargé d'enseignement, Sciences Po Aix et Audencia Business School

La crise du coronavirus s'est produite alors même que la société française était déjà inquiète, en plein doute, pessimiste et largement défiante. Elle a donc sans aucun doute contribué à accélérer un certain nombre de tendances qui étaient déjà perceptibles. On peut en identifier dix qui devraient avoir un impact sur l'économie.

(1) On le sait, les Français sont majoritairement pessimistes, non pas tant pour leur avenir personnel que pour l'avenir du pays. L'influence des idées autour de la collapsologie anticipant un effondrement dans les années à venir en est un symptôme. Deux enquêtes réalisées avant le confinement ont montré que les Français étaient sensibles à ces thèses. En décembre 2019, une enquête [YouGov France](#) indiquait que 58% des Français interrogés disaient redouter un effondrement de notre civilisation dans l'avenir. En février 2020, d'après une enquête [Ifop](#), 65 % des sondés étaient d'accord avec l'idée que la civilisation telle que nous la connaissons va s'effondrer dans les années à venir. Il est bien évident que la crise de la Covid-19 a conforté un tel pessimisme. Selon une enquête [YouGov France](#) menée en mai 2020, 81 % des Français interrogés se disaient inquiets sur l'impact négatif l'épidémie de coronavirus sur la société sur le long terme (et 35 % se disaient même très inquiets).

(2) Les Français se sont montrés extrêmement inquiets face à l'épidémie. A la différence des crises majeures que l'on a pu connaître récemment (attentats du 11 septembre 2001, crise économique de 2008-2009, attentats de 2015-2016, etc.), chacun s'est senti directement concerné en étant potentiellement affecté et en étant aussi inquiet pour ses proches, notamment âgés. Ainsi, d'après Gilles Finchelstein, le directeur général de la Fondation Jean Jaurès, « 62 % des Français ont reconnu avoir eu peur de mourir » (Source : [La Croix](#)). Cette crise a donc contribué à renforcer chez les Français un sentiment de vulnérabilité en leur donnant l'impression que les filets de protection traditionnels face à des risques et des menaces que sont en particulier l'Etat ou le système de santé publique n'étaient peut-être pas aussi armés qu'ils le croyaient pour y faire face (masques, gel hydroalcoolique, nombre de lits en soins intensifs et de respirateurs artificiels, etc.) et pouvaient même ne pas être fiables.

(3) A l'évidence, cet épisode sanitaire a aussi renforcé les préoccupations des Français en lien avec la santé, préoccupations que les sondeurs observent déjà depuis le début des années 2000. Celle-ci va devenir l'alpha et l'oméga des politiques publiques et des attentes des consommateurs vis-à-vis du monde économique « quoi qu'il en coûte » pour reprendre l'expression du président de la République. Dans la tête de beaucoup de gens, il y aura même une forme de « jurisprudence Covid-19 » puisque, pour la première fois, les gouvernements ont décidé de mettre à l'arrêt les économies au nom d'impératifs de santé. Ceci pourrait même favoriser une forme d'« hygiénisme » et de « précautionnisme » autour de l'obsession de « risque zéro ».

(4) La crise de la Covid-19 devrait tout autant renforcer la sensibilité des Français pour les questions environnementales et climatiques que l'on observe aussi ces dernières années, *a fortiori* si l'on devait subir cet été un ou des épisodes caniculaires pour la troisième année consécutive. En témoignent les propositions de la Convention citoyenne pour le climat ou la connexion établie par de nombreux Français entre urgence sanitaire et urgence climatique.

(5) L'une des grandes caractéristiques de ces dernières années en France est la montée d'un sentiment de défiance vis-à-vis de la plupart des formes d'autorité et de savoir et, plus largement, des élites, qu'elles soient politiques, administratives, médiatiques, économiques ou intellectuelles. La multiplication des théories conspirationnistes durant la crise, la controverse autour de la chloroquine et du Prof. Raoult ou les polémiques relatives à la gestion de la crise par le gouvernement ou à l'exode des Parisiens indiquent que cette défiance s'est sans doute aggravée ces dernières semaines dans certains segments de l'opinion. D'ailleurs, différentes enquêtes indiquent (Enquête [Opinion Way](#) en avril et [Odoxa](#) en mai) que la façon dont le pouvoir a géré la crise est davantage critiquée en France qu'ailleurs.

(6) La fragmentation de la société française a également été particulièrement visible durant la crise entre les personnes fragiles face au virus (personnes âgées et/ou souffrant de comorbidités multiples) et les autres, entre les personnes exposées au virus (personnels soignants, personnes dans l'obligation de travailler durant le confinement) et les autres, entre les personnes confinées dans des conditions difficiles – physiques (logement exigu) et psychologiques (personnes seules, chute du revenu des indépendants, personnes en chômage partiel) – et les autres. La crise économique devrait aggraver ces disparités, ainsi que la perception de ces inégalités. Pour le sondeur Jérôme Fourquet, « le sentiment de vulnérabilité sociale, beaucoup plus répandu chez les catégories modestes et populaire » a été renforcé par la crise. En témoigne notamment le fait pour lui que « la confrontation sociale est repartie quasiment instantanément ! » (Source : [La Croix](#)).

(7) On observe également une forte polarisation de cette société fragmentée sur des sujets de plus en plus nombreux qui font l'objet d'une forte idéologisation et politisation : islam-laïcité, immigration, rapports minorités-majorité, rapports hommes-femmes, rapports majorité sexuelle-minorités sexuelles, transition écologique, rapports humain-animal, etc. Là aussi, la crise de la Covid-19 et l'impact de l'affaire George Floyd ou, précédemment, de l'affaire Polansky n'ont fait que renforcer à coup sûr cette tendance dans un contexte où les réseaux sociaux et un certain nombre d'acteurs tendent à mettre allègrement de l'huile sur le feu.

(8) Les enquêtes indiquent depuis plusieurs années que les Français se montrent plutôt inquiets face à la mondialisation et plus généralement face à l'évolution de l'économie et des technologies en général. Ceci a été bien évidemment aggravé par la crise sanitaire. D'après le sociologue Alain Mergier (Source : [La Croix](#)) qui a mené des entretiens qualitatifs durant la crise, les Français expriment un sentiment de dépossession et de vulnérabilité face à la marche du monde : l'impression d'être « ballottés », « sans prise sur le monde », dans un contexte où « la mondialisation est décrite comme une machine folle, qui tourne sur elle-même » et où « on se sent à la merci de tout, on n'est rien ». Cela se traduit par un soutien ultra majoritaire dans différents sondages en faveur du retour à une forme de souveraineté économique, notamment sur le plan alimentaire, et d'une relocalisation des activités économiques, en particulier sur le plan sanitaire, industriel et agricole. On voit bien qu'une partie de la population se montre aussi tentée par une vision décroissante et déconsommatrice.

(9) La crise a à la fois révélé et renforcé le fait qu'une partie des Français a développé un nouveau rapport à l'organisation économique. Cela concerne le travail, avec en particulier le télétravail et le rapport au travail en général, la consommation, avec de nouvelles formes de pratiques d'achats (e-commerce, drive, services en ligne), voire pour certains, on l'a vu, la tentation d'une forme de déconsommation, mais aussi la mobilité et le choix de son lieu de vie (avec semble-t-il des interrogations autour d'un éventuel exode urbain). Cela s'inscrit dans une prise de conscience chez nombre de Français, comme la presse a pu s'en faire l'écho, d'un besoin de « ralentir » et de faire la part entre ce qui est essentiel et ce

qui est accessoire. *A minima*, cela devrait se traduire par le renforcement de la tendance à rechercher une plus grande autonomie dans une logique *Do it Yourself*, déjà très perceptible ces dernières années. Dans les cas les plus extrêmes, cela pourrait conduire certains Français à sauter le pas en s'installant à la campagne dans une logique néo-survivaliste de quête d'autonomie alimentaire.

(10) Ces tendances conduisent une partie notable des Français à plébisciter un monde d'après plus sûr, plus solidaire et plus « humain » dans lequel l'Etat pourrait jouer un rôle plus significatif. Cela donne une prime aux rapports de proximité, et donc aux circuits courts en général, et aux domaines et activités « où l'on a prise sur les choses » (Alain Mergier) qui sont autant de facteur de réassurance après cette période de crise aiguë : en clair, les personnes que l'on connaît et les choses sur lesquelles on a une prise.

Au final, il est évident que ces tendances auront un impact sur les activités des entreprises. Cela sera d'autant plus le cas qu'aux yeux des Français, les enjeux prioritaires sont en particulier la santé, l'environnement et le climat, et la lutte contre les inégalités, et que les entreprises sont souvent perçues, de leur point de vue, comme étant à la fois le problème et la solution pour ces enjeux. Les acteurs économiques les plus vulnérables en la matière seront ceux dont les activités ne sont pas jugées essentielles et/ou sont perçues comme nuisibles pour la santé, l'environnement et la planète, mais aussi ceux qui peuvent donner l'impression d'être coupés de la société et de ses préoccupations. Les entreprises vont donc devoir faire face à de fortes attentes en termes de responsabilités sociétales dans les semaines et les années à venir.